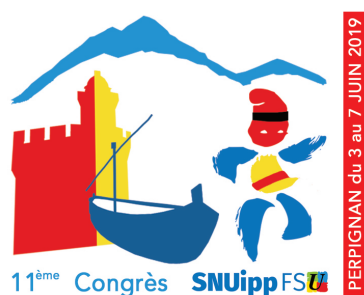


<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2868>



# Intervention d'Émilie Moreau : Macron président des riches

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Congrès - Congrès de Perpignan (2019) -



Date de mise en ligne : jeudi 20 juin 2019

Date de parution : 20 juillet 2019

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

« Ni de droite ni de gauche »,

ainsi que Macron se définit lui-même, cette affirmation lui a permis de laisser croire qu'il était un candidat hors système, au-delà d'un clivage qui serait dépassé.

Le retour à la réalité s'est fait très vite.

Les premières mesures, comme la suppression des APL et de l'ISF, ont donné le ton de ce quinquennat : réduire les impôts des plus riches, les charges des entreprises et les aides sociales ... ni de droite ni de gauche, peut-être, mais partie prenante d'une politique de classes et pas du côté des salarié-es, retraité-es, précaires, privé-es d'emploi...

### **La fonction publique à abattre**

Fort de son nouveau surnom, le Président des riches a poursuivi les réformes à marche forcée.

On le sait, la Fonction publique et les services publics ont un rôle important dans la réduction des inégalités, mais au lieu de valoriser leur bénéfice pour le bien de toutes et tous, les gouvernements successifs n'ont cessé de les stigmatiser pour mieux les attaquer. La RGPP et la MAP, désorganisant les services publics obligés de toujours faire mieux avec moins de moyens, ainsi que le dénigrement des fonctionnaires sont le terreau du projet de contre-réforme de la Fonction publique de Macron. Fin du statut, la réduction du nombre de fonctionnaires pour plus de contractuel-les, des CAP sans compétence, l'externalisation de missions de service public... Ni de droite ni de gauche, qu'importe, il va bien au-delà de ses prédécesseurs.

### **Les retraites : casser les solidarités**

Autre projet d'ampleur, la réforme des retraites avec comme objectif avoué de « faire une réforme pour plus de justice ». Les contours se dessinent mais le contenu précis reste caché. Le système par répartition semble maintenu, mais le mode de calcul, sur l'ensemble des rémunérations et de la carrière, va entraîner une baisse du montant des pensions. S'y cumulerait la restriction de la part de PIB consacrée aux pensions, alors que le nombre de retraité-es va augmenter. Et aussi une remise à plat des droits dit « non -contributifs », comme la pension de réversion, les droits pour enfants, période de chômage..., droits qui représentent actuellement plus de 20% du montant des pensions. Remise à plat et redéfinition de leur financement, tout ne serait plus financé par les cotisations retraites, mais aussi par l'impôt.

C'est un renversement des principes qui ont conduit à la mise en place de notre système de retraite basée sur la volonté de répartition des richesses entre le capital et les salarié-es.

Ni de droite ni de gauche, on n'y croit pas ! Il incarne le libéralisme.

### **Un autre projet de société**

Ces deux projets, comme les précédentes mesures de ce gouvernement, vont toucher l'ensemble de la société, remettre en cause l'Etat social, accentuer les inégalités territoriales avec plus de déserts de services publics, augmenter la précarité... enrichir les 1% les plus riches au détriment des 99% restants.

De droite ou de gauche, quelle importance ? Contre ce gouvernement et ses projets nous devons opposer un autre projet de société.

Qu'importe l'étiquette, pourvu qu'on ait l'ivresse de victoires et de lendemains qui chantent, cela passe par la mobilisation, le tous ensemble contre la casse Macron.